

BEAUVAIS

De l'Afghanistan à Beauvais, Karim Shenwari raconte comment il a fui les Talibans



Arrivé dans l'Oise en 2019, Karim a parcouru un long chemin depuis qu'il a échappé aux Talibans.

Karim Shenwari est un jeune Afghan de 25 ans plein d'enthousiasme et de projets. Depuis 2019, et son arrivée en France, il franchit l'une après l'autre les étapes pour s'insérer dans la société française. Mais pour en arriver là, il a dû accomplir des épreuves plus épuisantes que la paperasse administrative française.

Karim que nous avons rencontré au foyer Adoma de Beauvais s'exprime dans un français très correct. Il a rarement besoin de l'aide d'Emilie, qui le suit depuis qu'il est dans l'Oise. Difficile d'imaginer qu'à son arrivée dans l'Oise, il y a trois ans, ce beau brun sortait d'un camp de réfugiés, affamé, et sans parler un mot de notre

langue.

Tout commence en 2017, au sein de la ferme familiale nichée dans les montagnes afghanes, ce jour où des Talibans sont venus réquisitionner un âne, propriété de Karim et des siens. Le jeune homme raconte qu'il a bien tenté de refuser. En vain. «*Il m'ont bagarré un peu et ils ont pris l'âne*», explique-t-il. Il n'en fait pas un drame pour autant. Car les combattants ne s'intéressaient pas qu'à l'âne. «*Ils voulaient que je vienne avec eux. C'est mon oncle qui m'a dit : "ne reste pas ici"*».

Alors, avant le retour des Talibans, Karim prend la fuite. Moyennant finance, il rallie le Pakistan à bord d'un camion. Ce n'est que le début du périple.

DE LA PRISON EN BULGARIE

Après trois jours au Pakistan, il parvient à se rendre en Turquie. Mais les passeurs coûtent cher. Il doit maintenant trouver

du travail pour continuer vers l'Europe. Ce qu'il fait. D'abord en tant que soudeur, puis dans un magasin.

Il gagne enfin assez pour rejoindre la Bulgarie. Où tout ne se passe pas comme prévu : Karim est arrêté et placé en détention. Il compte 23 jours passés en prison. Période au cours de laquelle on enregistre ses empreintes et où il lance une procédure de demande d'asile. Il ne le sait pas encore mais le jeune Afghan est maintenant un «dubliné» et son intégration en France n'en sera que plus dure.

Le voyage vers la Serbie sera le plus difficile. Il s'étale sur trois jours. Et la route se fait caché à bord d'un camion pour Karim, sa bouteille d'eau et deux compagnons d'infortune. L'un d'eux n'arrivera pas. Découvert et arrêté en chemin. Par chance, il ne dénoncera pas les autres.

Karim passe ensuite par l'Autriche, où il reste quatre jours. Et par l'Allemagne où il vit plu-

sieurs mois avant de pouvoir s'acheter un ticket, pour Paris.

LA DÉLIVRANCE

Ce trajet sans encombre vers la ville lumière ne signifie pas pour autant la fin des problèmes. Une fois ici, il se retrouve dans un camp de réfugiés. Il demande l'asile qui lui est refusé. Il découvre alors ce qu'est un «dubliné» : un migrant qui fait déjà l'objet d'une demande d'asile dans un autre pays. Un statut qui s'accompagne d'une obligation de quitter le territoire. Il reste malgré tout en France.

Bien lui prend car c'est à ce moment qu'il est pris en charge par l'Adoma. Il doit encore attendre neuf mois avant de pouvoir effectuer une nouvelle demande d'asile. Et recevoir un titre de séjour. Sésame pour s'insérer dans la société et se projeter, enfin. Lors de cette procédure, les étrangers signent un contrat d'intégration républicaine (CIR). Ils sont ain-

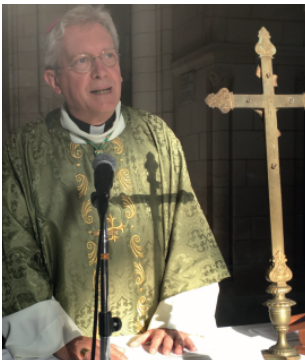
si tenus de recevoir une formation civique pour mieux connaître la France, son histoire et sa société. Ils bénéficient également de cours de français. Entre 100 et 600 heures en fonction de leur niveau.

Karim, lui, en est à la moitié de ses 200 heures prescrites. Il ne cache pas sa joie d'être aidé et en règle. Ses droits au RSA sont ouverts. Et, l'esprit libéré des problèmes de papiers, il peut maintenant voir plus loin. Au terme de sa formation, il sera évalué pour voir s'il peut continuer son insertion. La prochaine étape étant de trouver un travail. Et le jeune Afghan a déjà des idées. Il voudrait être «soudé ou boucher». Un choix salué par la préfète, Corinne Orzechowski, en visite au foyer Adoma dans le cadre de la semaine d'intégration des étrangers primo-arrivants. «*Il y a des besoins*», sourit-elle.

Nicolas AUBOUIN

RAPPORT SAUVÉ

Scandale sexuel dans l'Eglise : l'évêque ne démissionnera pas



Après le scandale des abus sexuels la démission des évêques est réclamée.

La Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'église (Ciase) estime via le rapport Sauvé que 330 000 mineurs ont été abusés au sein de l'Eglise entre 1950 et 2020. Des enfants victimes de l'ensemble des personnels, religieux ou laïques, en lien avec l'Église. Et dans l'Oise ?

Dans l'Oise, l'évêché «avait connaissance d'entre 20 et 30 victimes», selon son service communication. Ces victimes avaient contacté la cellule d'accueil et d'écoute mise en place depuis 2016.

Devant l'ampleur du scandale révélé par le rapport, le 11 octobre, un mouvement a appelé à la démission massive des évêques. Dans le département toutefois, l'évêque Monseigneur Jacques Benoît-Gonnin affirme que ce n'est pas à l'ordre du jour. «*L'évêque a pu se représenter*

l'œuvre de mort que représentent ces abus», assure Julien Serey, en charge de la communication pour l'évêché.

Faut-il désormais s'attendre à du changement dans l'Eglise ? «*On rentre dans un processus d'appropriation du rapport*», explique le communicant. Un rapport de plus de 2000 pages tout de même. «*Des propositions sont faites mais ce sujet concerne l'Eglise universelle et pas juste l'Oise. Donc ça prend un peu plus de temps*», justifie-t-il.

LE SECRET DE LA CONFESSION EN QUESTION

L'un des axes de travaux qui a particulièrement émaillé l'actualité cette semaine, est le respect du secret de la confession. «*Un secret professionnel*» qui empêche potentiellement qu'un abus sexuel soit signalé à la justice. Mais selon la communication de l'évêché, cela ne se serait jamais produit dans l'Oise. Quant à la suite, «*c'est un sujet qui va être débattu, travaillé*», promet Julien Serey. Parmi les travaux en cours dans le département, il cite également des «*procédures*» qui doivent être mises en place entre le diocèse et le parquet. «*Nous travaillons sur ce sujet - qui était déjà engagé - pour les semaines à venir*», dévoile Julien Serey.

N. A.

ENTREPRISES

Deux listes pour conquérir la CCI une première depuis plus de dix ans



Philippe Bernard conduit la liste La CCI c'est vous.

Philippe Enjolras sera-t-il encore le président de la Chambre de commerce et d'industrie le mois prochain avec sa liste *Agir tous ensemble* ? Ou la liste *La CCI c'est vous*, conduite par Philippe Bernard, prendra-t-elle les commandes ? C'est tout l'enjeu du scrutin ouvert du 27 octobre au 9 novembre dans l'Oise. Un suspense assez inhabituel puisque cela fait plus de dix ans qu'il n'y avait pas eu plusieurs listes en compétition. *Je pense qu'il y a des gens qui ne m'aimaient pas trop*», résume en souriant le président sortant, Philippe Enjolras. En face, Philippe Bernard se défend d'avoir monté une liste pour l'attaquer personnellement. Mais il attend plusieurs changements dans la gestion actuelle de la CCI.

Et cela commence dès le système de direction de la Chambre. «*Je ne souhaite pas une gouvernance seul*», explique le candidat qui se voit davantage comme «*un chef d'orchestre*» avec des vice-présidents plus nombreux et plus actifs que comme une tête de liste. «*On peut me faire le reproche que l'on m'a vu*», rétorque son adversaire.

TRAVAILLER AVEC LA RÉGION

Quelle que soit la liste qui portera la voix des entreprises de l'Oise pour les cinq années à venir, les élus devront fonctionner avec la Chambre régionale. Une réforme qui n'a pas été suffisamment bien gérée dans l'Oise pour Philippe Bernard. Le gérant de Sotrasur, à Auneuil, trouve que le département est aujourd'hui «*un peu oublié*». Et veut une meilleure relation entre les deux entités. «*On ne peut pas systématiquement être contre la Région*»,



Philippe Enjolras se représente avec la liste Agir tous ensemble.

martèle-t-il.

Philippe Enjolras aussi place la Chambre des Hauts-de-France parmi les premiers sujets à aborder. Avec un discours un peu différent. «*Je veux que la voix de l'Oise porte à la Chambre régionale*», explique l'actuel président.

ET SUR LE TERRAIN ?

Dans leurs volontés, les deux candidats montrent aussi quelques similitudes. Notamment sur l'importance de la formation des jeunes. Tous les deux espèrent développer le nombre d'entreprises dans le département. «*Un retour de l'industrie*», appelé par Philippe Enjolras. Sans préciser le secteur d'activité, Philippe Bernard parle également de l'emplacement stratégique du département à qui «*il reste du foncier*» à exploiter.

Dans leurs prises de paroles, les deux candidats souhaitent naturellement que la CCI apporte plus aux entreprises qu'elle ne le fait déjà. Philippe Bernard lui reproche même un manque d'investissement dans la traversée de la crise sanitaire. En particulier lorsque les masques étaient venus à manquer.

Mais sur le plan des idées, les listes proposent des initiatives différentes. Philippe Bernard aimerait notamment délocaliser la direction. «*Mettre en place des permanences pour rencontrer les entreprises et répondre à leurs questions*», sur l'ensemble du territoire.

De son côté, Philippe Enjolras imagine «*la création d'une foncière pour faire du portage de longue durée dans les boutiques vides*».

N. A.